



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des  
Affaires juridiques



Numéro 363 - 14 septembre  
2023



**ÉDITO**



**Aurélie Bretonneau, Conseillère d'Etat, directrice, adjointe à la Secrétaire générale du Gouvernement, soutient la nécessité d'une sobriété normative**

[Lire la suite](#)



---

## Institutions

### **La loi de programmation militaire pour 2024 à 2030**

La loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030, promulguée le 1er août 2023, fixe les objectifs de la politique de défense de la France à l'horizon 2030 ainsi que la trajectoire financière liée à la réalisation de ces objectifs.

[Lire la suite](#)

### **La géopolitique du sport – Rapport de l'Assemblée nationale**

Un an avant le début des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, les députés Hadrien Ghomi et Hubert Julien-Laferrière ont présenté un rapport d'information sur la géopolitique du sport et sur le rôle du sport dans la politique étrangère française.

[Lire la suite](#)



## Juridictions



**Les règles nationales de prescription pénale doivent permettre une répression effective en cas de fraude aux intérêts financiers de l'Union européenne**

Par un arrêt rendu en grande chambre le 24 juillet 2023, la Cour de justice de l'Union européenne, saisie d'une question préjudicielle (affaire C-107/23), a rappelé que les règles nationales de prescription pénale ne devaient pas entraîner un risque systémique d'impunité en cas de fraude ou de toute activité illégale qui porterait atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)



## Commande publique



**Extension de la jurisprudence Czabaj au recours en contestation de la validité d'un contrat administratif**

Le Conseil d'Etat étend l'application de sa décision de principe « Czabaj » au recours en contestation de la validité d'un contrat administratif. Faute de mesures de publicité faisant courir le

délai de recours de deux mois, celui-ci doit donc être exercé dans un « délai raisonnable » d'un an, à compter du moment où le requérant a eu connaissance de la conclusion du contrat.

[Lire la suite](#)

## **La personne publique contractante peut imposer la poursuite d'un marché public d'assurance pendant la durée nécessaire à la passation d'un nouveau marché**

Lorsqu'un assureur applique l'article L. 113-12 du code des assurances pour résilier unilatéralement un marché public d'assurance, la personne publique contractante peut imposer la poursuite du marché pendant la durée nécessaire à la passation d'un nouveau marché.

[Lire la suite](#)

## **Adoption de dérogations temporaires au CCP pour faciliter la reconstruction ou la réfection des équipements publics et des bâtiments endommagés lors des violences urbaines survenues entre le 27 juin et le 5 juillet 2023**

Afin d'accélérer et de faciliter les opérations de reconstruction ou de réfection des équipements publics et des bâtiments dégradés ou détruits au cours des troubles à l'ordre et à la sécurité publique survenus entre le 27 juin et le 5 juillet 2023, l'article 2 de la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023 autorise le Gouvernement à prendre par ordonnance toute mesure permettant aux maîtres d'ouvrage soumis au code de la commande publique, pendant une durée limitée, de conclure en dessous d'un certain seuil des marchés publics de travaux sans publicité préalable mais avec mise en concurrence, de déroger au principe d'allotissement et de recourir aux marchés globaux.

[Lire la suite](#)



# Finances publiques



## Les nouveaux pouvoirs de la Douane : la loi du 18 juillet 2023

A la suite de la censure par le Conseil constitutionnel de l'article 60 du code des douanes, la loi du 18 juillet 2023 définit le nouveau cadre du droit de visite des douaniers et leur accorde de nouveaux pouvoirs afin de répondre à leurs missions renouvelées par les évolutions numériques et la mutation des trafics.

[Lire la suite](#)

# Marchés



## Parution du décret relatif à la mise en place du sous-compte français du produit paneuropéen d'épargne retraite individuelle

La loi DDADUE du 9 mars 2023 a adapté le règlement relatif au produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP). Le décret n° 2023-603 du 13 juillet 2023 définit les règles de fonctionnement ainsi que le régime fiscal et social du sous-compte français du PEPP.

[Lire la suite](#)

# Questions sociales



## Loi relative à la lutte contre le dumping social transmanche

Promulguée le 26 juillet 2023, la loi visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche et à renforcer la sécurité du transport maritime vise à contrer le risque de dégradation des conditions de travail et des conditions salariales des marins des compagnies de transport de passagers effectuant des traversées transmanche régulières.

[Lire la suite](#)

## La loi n°2023-668 du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite

Publiée au Journal officiel du 28 juillet 2023, la loi n°2023-668 du 27 juillet 2023 vise à protéger les logements contre l'occupation illicite : elle alourdit les peines encourues et réprime la propagande ou la publicité incitant à la violation de domicile.

[Lire la suite](#)



**Numérique**



## La CNIL a constaté la mise en conformité du recueil du consentement aux cookies sur les sites google.fr et youtube.com

La CNIL, qui avait enjoint aux sociétés Google LLC et Google Ireland de modifier sur les deux sites web google.fr et youtube.com les modalités de recueil de consentement des utilisateurs quant aux cookies, a décidé, dans une délibération du 13 juillet 2023, de clore l'injonction au regard des réponses apportées par les deux entreprises.

[Lire la suite](#)

## Accessibilité aux services téléphoniques par les personnes en situation de handicap

Une ordonnance du 6 septembre 2023 relative à l'accessibilité des personnes sourdes, malentendantes, aveugles et aphasiques aux services téléphoniques a été publiée au JORF du 7 septembre pour mettre notamment en place un régime de sanctions ainsi qu'une solution d'accessibilité téléphonique universelle.

[Lire la suite](#)



## Congé de présence parentale et congé de proche aidant dans la fonction publique

Un décret du 25 août 2023 portant diverses dispositions relatives au congé de présence parentale et au congé de proche aidant dans la fonction publique, adapte les modalités d'utilisation de ces congés aux agents des trois versants de la fonction publique.

[Lire la suite](#)

## Fin des régimes spéciaux de retraite : décrets publiés

Plusieurs décrets ont été publiés au cours de l'été pour mettre en œuvre la fin des régimes spéciaux de retraite ou leur adaptation à la loi du 14 avril 2023 portant réforme des retraites.



## SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)



## LA DAJ RECRUTE



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle  
d'expertise juridique reconnu ?  
Vous recherchez un emploi qui a du sens,  
au bénéfice de l'intérêt général ?  
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre  
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager





La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kevin Bouchard, Susie Bruno, Adrien Galluchot, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: © Secrétariat général du Gouvernement

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)